



**Mémoire présenté à  
Affaires mondiales Canada  
dans le cadre de la consultation  
sur le commerce entre le Canada et la Chine**

**Comptables professionnels agréés du Canada**

**Juin 2017**

Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) est heureuse de présenter ses commentaires au ministre du Commerce international dans le cadre de la consultation sur un possible accord de libre-échange entre le Canada et la Chine.

CPA Canada est l'organisation nationale de la nouvelle profession comptable unifiée du Canada. Forte de plus de 210 000 professionnels comptables au Canada et à l'étranger, CPA Canada est l'une des organisations comptables les plus importantes et les plus respectées du monde. La profession canadienne de CPA réunit les détenteurs des titres de trois organisations comptables d'origine, soit les comptables agréés, les comptables en management accrédités et les comptables généraux accrédités. Les observations et les recommandations formulées dans le présent mémoire reposent sur l'expérience de CPA Canada, qui, depuis plus de deux décennies, offre en Chine des services de formation et de soutien aux membres.

CPA Canada défend avec vigueur les principes de saine gestion au Canada, et c'est dans cette perspective que nous avons choisi de donner notre avis sur cette question. Les activités de CPA Canada en Chine, qui sont décrites ci-après, ne dépendent pas de la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et la Chine. Notre objectif premier dans ce pays est de renforcer nos liens avec la profession comptable chinoise et non de la concurrencer directement.

Un accord de libre-échange entre les deux pays, notamment s'il apporte plus de clarté et de certitude dans le commerce avec la Chine, pourrait toutefois offrir aux entreprises canadiennes des débouchés et des avantages importants sur le plan économique. Cela est particulièrement vrai pour les fournisseurs canadiens de services, vu la taille du marché chinois et les complémentarités économiques entre les deux pays. En eux-mêmes, les accords commerciaux ne créent pas nécessairement la croissance généralisée que nous recherchons, mais ils rendent de nouveaux marchés attrayants pour les entreprises canadiennes, les aidant ainsi à prendre de l'expansion, à devenir plus résilientes et à procurer aux Canadiens des emplois de meilleure qualité.

### **La présence du Canada parmi les pays du Pacifique et les relations qu'il entretient avec la Chine**

Le Canada est un pays du Pacifique autant qu'il est un pays de l'Atlantique et de l'Arctique. Cette réalité géographique fondamentale peut sembler évidente, mais il convient de la souligner, car, si les sondages de la Fondation Asie Pacifique du Canada sont exacts, les Canadiens ont du mal à reconnaître la place du Canada au sein des nations de la région du Pacifique<sup>1</sup>, et cela, malgré la puissance et l'influence grandissantes de cette région sur le plan économique et les débouchés possibles pour le Canada si nous avons l'ambition d'en tirer profit.

Le Canada doit faire beaucoup plus pour jouer un rôle actif dans la région Asie-Pacifique prise dans son ensemble, la Chine n'étant qu'un des pays de cette partie du monde si vaste et si diversifiée. Pour les besoins de ce mémoire, cependant, nous limiterons nos commentaires aux relations du Canada avec la Chine. L'influence économique et géopolitique de la Chine, qui est déjà l'économie la plus importante de la région, continuera à croître et aura des répercussions de plus en plus grandes sur notre vie de tous les jours. Pour cette raison, le Canada a tout intérêt à consolider les liens qu'il entretient avec ce pays.

---

<sup>1</sup> Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage d'opinion national de 2016 : Les perceptions des Canadiens envers l'Asie*, Fondation Asie Pacifique du Canada, août 2016. Réalisé par EKOS Research Associates, le sondage d'opinion a permis de constater que 34 % des Canadiens « estiment que le Canada fait partie de l'Asie-Pacifique », une hausse par rapport au chiffre de 22 % enregistré en 2014. La Fondation réalise ce sondage depuis 2004, et les résultats obtenus pour cette question ont varié d'un sommet de 39 % en 2006 à un plancher de 18 % en 2013.

Le commerce n'est qu'un des aspects que devrait comporter une relation étroite avec la Chine, bien qu'il s'agisse d'un aspect important – la Chine étant désormais le deuxième partenaire commercial du Canada. Dans une étude récente, Laura Dawson et Dan Ciuriak ont souligné l'intensification des liens personnels entre les deux pays. En 2013, plus de 1,3 million de Canadiens étaient d'origine chinoise et bon nombre d'entre eux étaient de langue maternelle chinoise<sup>2</sup>. La décision du Canada de nouer des relations diplomatiques avec la Chine en 1970, deux ans avant le célèbre voyage du président Nixon dans ce pays, était une preuve éloquente de la bonne volonté qui a présidé au renforcement de la relation entre les deux pays. En outre, depuis les réformes économiques engagées par Deng Xiaoping dans les années 80, les universitaires et les dirigeants d'entreprise canadiens ont exhorté le Canada à reconnaître les occasions que présentait la modernisation de la Chine.

Néanmoins, l'engagement politique du Canada à l'égard de la Chine a manqué de cohérence. Avant la visite en Chine du premier ministre Trudeau l'été dernier, il n'y a eu que trois visites d'un premier ministre canadien en Chine au cours des dix années précédentes, et le Canada a joué un rôle de moins en moins important dans les questions de sécurité touchant la région Asie-Pacifique. Ainsi que le font remarquer Wendy Dobson et Paul Evans, les leaders d'opinion asiatiques soulignent que le Canada n'est plus considéré comme un partenaire engagé et pleinement actif dans la région<sup>3</sup>.

Des pas importants ont été faits ces dernières années pour que la relation se développe. La volonté des premiers ministres Trudeau et Li Keqiang d'entretenir un dialogue annuel, la participation au dialogue stratégique économique et financier entre le Canada et la Chine, l'adhésion du Canada à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, l'ouverture d'une plateforme de négociation du renminbi à Toronto et la ratification de l'accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers entre le Canada et la Chine sont autant de progrès dignes de mention.

La poursuite des négociations sur un accord de libre-échange est la prochaine étape de la consolidation de l'étroite relation que le Canada entretient avec la Chine. Les promoteurs d'un accord de libre-échange invoquent des arguments économiques et, chiffres à l'appui, soulignent la croissance vertigineuse de l'économie chinoise. Les détracteurs d'un tel accord font valoir que les valeurs et le système politique de la Chine sont incompatibles avec ceux du Canada.

Nous sommes d'avis que la meilleure logique à suivre pour conclure un accord de libre-échange avec la Chine consiste à approfondir et à faire progresser nos relations dans leur ensemble. Nous pouvons, et nous devrions, aborder avec la Chine nos divergences politiques – de manière appropriée. Nos deux pays devraient essayer de collaborer pour faire progresser la recherche et affronter les enjeux mondiaux comme les changements climatiques. Nous devrions chercher à mieux nous comprendre au moyen des échanges culturels, des études internationales et du tourisme. Il nous faudrait en outre intensifier nos relations commerciales, d'une part pour accroître la prospérité de nos populations, bien entendu, mais d'autre part parce que cela renforcerait nos relations bilatérales en général et, partant, augmenterait les probabilités de progrès dans d'autres domaines.

---

<sup>2</sup> Laura Dawson et Dan Ciuriak, *Chasing China: Why an economic agreement with China is necessary for Canada's continued prosperity*, Dawson Strategic and Ciuriak Consulting, janvier 2016, publication en ligne.

<sup>3</sup> Wendy Dobson et Paul Evans, *L'avenir des relations Canada-Chine*, Institut de recherche en politiques publiques, novembre 2015.

L'ex-ambassadeur du Canada en Chine, David Mulroney, a résumé ce point de vue lorsqu'il a pressé le Canada de « parfaire » sa stratégie de politique étrangère afin de resserrer les liens avec une Chine en plein essor. « Nous devons consacrer à cette relation du temps et des efforts comme nous en avons rarement investi dans une relation, hormis dans le cadre de notre relation avec les États-Unis. Nos liens avec les États-Unis sont considérablement plus étendus et encore beaucoup plus importants, mais ce pays nous ressemble énormément. Une collaboration intelligente avec la Chine implique de traiter avec un pays qui non seulement ne nous ressemble pas, mais qui agit parfois à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts<sup>4</sup>. » [Traduction]

Wendy Dobson et Paul Evans estiment qu'il est nécessaire d'établir un cadre global à long terme pour les relations bilatérales du Canada avec la Chine. Ce cadre « devrait se fonder sur la reconnaissance du fait que nous devons aborder la Chine non pas comme nous souhaiterions qu'elle soit, mais comme un système social, politique et économique en évolution dont les valeurs et les institutions diffèrent des nôtres. [...] Le principe devrait consister à trouver des points de convergence et des intérêts communs, tout en traitant les différences avec respect<sup>5</sup>. » [Traduction]

### **L'expérience de CPA Canada en Chine**

L'expérience de CPA Canada en Chine permet d'illustrer à quel point il importe de créer des relations solides et durables, et comment de telles relations peuvent ouvrir des perspectives économiques. CPA Canada, par l'entremise d'une de ses organisations d'origine, a commencé ses activités dans la région Asie-Pacifique à Hong Kong et à Macao dans les années 80, tirant parti des liens forts existant entre les populations de Vancouver et de Hong Kong pour offrir une formation comptable et un titre de compétence canadiens dans ces marchés. Le titre comptable canadien s'est révélé précieux pour permettre la migration des gens et faciliter les échanges entre les deux régions. Depuis l'unification, CPA Canada possède à Hong Kong une section regroupant environ 1 700 CPA, dont beaucoup entretiennent des liens avec des entreprises canadiennes et feraient d'excellents ambassadeurs à même d'encourager les relations d'affaires entre nos deux pays.

En outre, CPA Canada est membre de la Confederation of Asian and Pacific Accountants (CAPA), qui favorise le développement de la profession dans la région. La CAPA a actuellement à sa tête une CPA canadienne.

CPA Canada a fait son entrée sur le marché de la Chine continentale dans les années 90, mais pour une raison très différente. Avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international, et en partenariat avec les grandes universités chinoises, nous avons fourni des documents de formation en comptabilité pour soutenir le développement de la profession comptable en Chine. Pour poursuivre son intégration dans l'économie mondiale, la Chine avait de plus en plus besoin de comptables professionnels rompus aux normes mondiales et aux règles de la profession.

Au fil du temps, toutefois, le soutien au développement de la profession comptable chinoise s'est accompagné d'une demande pour des titres comptables étrangers. Nous avons donc élaboré pour les étudiants chinois en comptabilité un parcours leur permettant de répondre aux exigences d'obtention d'un titre canadien tout en étudiant et en travaillant en Chine. Les étudiants qui obtiennent le titre

---

<sup>4</sup> David Mulroney, *Middle Power, Middle Kingdom: What Canadians Need to Know About China in the 21st Century*, Toronto, Penguin Canada, 2013.

<sup>5</sup> Dobson et Evans, 2015.

canadien de CPA en Chine sont assujettis exactement au même programme de formation, aux mêmes examens et aux mêmes exigences relatives aux stages que les étudiants canadiens, et leur titre est pleinement reconnu par les organisations provinciales de CPA.

Les étudiants chinois qui ont initialement manifesté de l'intérêt pour le programme comptable canadien l'ont choisi pour faciliter leur immigration au Canada. Actuellement, le programme a évolué de telle façon que les finissants du programme CPA en Chine sont répartis également entre ceux qui travaillent pour des entreprises ou des cabinets comptables chinois, ceux qui travaillent pour des succursales chinoises d'entreprises occidentales et ceux qui cherchent à immigrer au Canada. Tous sont bien placés pour faire progresser les liens d'affaires et de commerce entre la Chine et le Canada.

Aujourd'hui, CPA Canada est partie à des partenariats avec 13 universités chinoises et compte environ 1 400 membres au pays. Nous avons récemment signé une lettre d'intention avec l'Université d'économie et de droit du Henan, par l'intermédiaire de notre partenaire, Formation T.P.E.I. Canada Inc., pour le lancement du Programme avancé en comptabilité et en finance (PACF) pour les personnes recherchant des postes de niveau intermédiaire. Axées sur leurs membres, les sections de Beijing, Shanghai et Guangzhou de CPA Canada offrent des occasions d'apprentissage et de perfectionnement professionnels continus ainsi que des activités de mobilisation des membres. Surtout, CPA Canada entretient des liens professionnels solides avec le Chinese Institute of Certified Public Accountants, l'organisme chinois de réglementation de la profession. Le titre canadien de CPA vient compléter le titre chinois de CPA sur le marché au lieu de chercher à lui ravir des parts de marché.

### **Un accord de libre-échange avec la Chine**

Plusieurs raisons expliquent pourquoi la conclusion d'un accord de libre-échange avec la Chine est dans l'intérêt du Canada.

#### Diversification des marchés

Le Canada doit diversifier ses relations commerciales, particulièrement en intensifiant ses activités de commerce dans les marchés émergents en progression rapide. L'ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a indiqué qu'en dépit du fait que les marchés émergents comptent pour 80 % de la croissance mondiale, seulement 12 % des exportations canadiennes sont destinées à ces marchés. Nos activités de commerce sont extrêmement concentrées dans les économies avancées qui affichent généralement une croissance lente<sup>6</sup>.

#### Diversification des produits

L'éventail de produits du Canada est une autre question évoquée par M. Macklem. Les ressources naturelles et les produits de base représentent une large part de nos exportations vers la Chine et vers la plupart de nos autres partenaires commerciaux. Le Canada aurait intérêt à diversifier son économie pour réduire sa forte dépendance à l'égard de ces secteurs. La diversification atténuerait les effets des cycles d'expansion et de ralentissement qui caractérisent ces secteurs, mais, surtout, elle accélérerait le passage à une économie plus durable et préserverait les attraits naturels du pays, si chers aux Canadiens.

---

<sup>6</sup> Tiff Macklem, *La croissance mondiale et les perspectives des exportations canadiennes* (discours prononcé devant l'Economic Club of Canada), Toronto, 1<sup>er</sup> octobre 2013. Aussi : John Manley et Brian Kingston, « Canada's Global Firms and the Future of Trade Policy », *Redesigning Canadian Trade Policies for New Global Realities*, Institut de recherche en politiques publiques, mai 2017.

À court terme, les secteurs des ressources naturelles et des produits de base compteraient parmi les premiers bénéficiaires d'un accord de libre-échange avec la Chine. Comme le soutient Wendy Dobson, toutefois, il faudrait viser à long terme à diversifier le commerce bilatéral avec la Chine en exportant des biens et des services fondés sur le savoir. « Un accord de libre-échange ne devrait pas porter sur l'économie canadienne actuelle, mais sur ce que nous espérons qu'elle sera dans 50 ans<sup>7</sup>. » [Traduction]

### Pressions concurrentielles

La Chine et l'Australie ont conclu un accord de libre-échange qui est entré en vigueur en 2015. Cette entente commerciale est la plus ambitieuse et la plus moderne signée par la Chine à ce jour, et le Canada pourrait s'en inspirer pour ses propres pourparlers avec la Chine. Cet accord accroît néanmoins les pressions concurrentielles sur le Canada pour qu'il signe son propre accord de libre-échange en vue de protéger ses exportations existantes destinées à la Chine.

Les économies canadienne et australienne se ressemblent, et les deux pays sont des concurrents dans un certain nombre de secteurs clés. Du fait de l'accord de libre-échange Chine-Australie, les entreprises australiennes jouissent désormais d'un avantage concurrentiel par rapport aux exportateurs canadiens dans le marché chinois. La même situation s'est produite lorsque les États-Unis ont conclu un accord de libre-échange avec la Corée du Sud. S'en est suivie une importante perte de parts de marché pour les producteurs de porc et de bœuf et d'autres exportateurs canadiens<sup>8</sup>.

### Avantage stratégique

Grâce à ses accords commerciaux existants, en particulier l'ALENA et l'Accord économique et commercial global, le Canada bénéficie d'un accès préférentiel aux marchés d'une large part de l'économie mondiale et d'un certain nombre de partenaires commerciaux stratégiques. La Corée du Sud est toutefois le seul pays asiatique avec lequel il a conclu un accord de libre-échange. Si le Partenariat transpacifique avait été adopté, l'accès du Canada à cette région dynamique, notamment au marché clé du Japon, s'en serait trouvé élargi. Que celui-ci soit ratifié ou non, cependant, la conclusion d'un accord de libre-échange entre la Chine et le Canada donnerait au Canada un accès préférentiel à un ensemble de marchés stratégiquement avantageux.

## **Les intérêts en matière de commerce et d'investissement**

CPA Canada a intérêt à ce que soient conclus des accords de libre-échange qui accroîtront la prospérité et les possibilités de tous les Canadiens. Notre perspective se fonde toutefois sur notre expérience de fournisseur de services professionnels et de services de formation. La Chine offre des occasions remarquables aux fournisseurs de services, particulièrement en ce qui touche les services d'ingénierie, la formation, les services financiers et le tourisme. À ce chapitre, permettez-nous de soulever plusieurs éléments précis à prendre en considération pour orienter le processus de négociation. Pour ajouter à ces réflexions préliminaires, CPA Canada rassemble actuellement des professionnels en exercice afin de former un groupe de travail qui nous permettra d'avoir une meilleure compréhension et une connaissance plus approfondie de ces sujets. Dans l'éventualité où le Canada déciderait d'entamer des pourparlers avec la Chine en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange, nous souhaiterions fournir à Affaires mondiales Canada des commentaires plus précis sur ces questions à une date ultérieure.

---

<sup>7</sup> Dawson et Ciuriak, 2016.

<sup>8</sup> Kerry Sun, *China-Australia Free Trade Agreement: Implications for Canada*, institut sur la Chine de l'Université de l'Alberta, mars 2015.

### Séjours temporaires

Les règles régissant les séjours temporaires des gens d'affaires et des professionnels sont un élément crucial de tous les accords de libre-échange, auquel se heurtent les fournisseurs de services. Ces règles sont importantes non seulement pour les professionnels qui offrent des services directement aux clients, mais pour les professionnels dont les services sont « intégrés » aux biens produits par les fabricants.

Tout en recherchant des dispositions de séjour temporaire favorables, nous devons garder en tête que des obstacles se dressent parfois également à nos propres frontières. Par exemple, à Shanghai, une étudiante pourrait choisir d'étudier la comptabilité à l'Université de finance et d'économie de Shanghai et de satisfaire à toutes les autres exigences relatives à l'obtention du titre canadien de CPA en Chine. Ce titre serait reconnu par les organisations provinciales canadiennes de CPA comme étant équivalent au titre de CPA décerné au Canada. Pourtant, si cette étudiante souhaitait étudier la comptabilité en tant qu'étudiante étrangère dans une université canadienne et obtenir le titre de CPA au Canada, elle pourrait éprouver des problèmes de visa qui rendraient difficile la réalisation de son projet<sup>9</sup>. Pour que la circulation transfrontalière des personnes soit fluide, il faut l'accord des deux pays et l'harmonisation des politiques des différents ministères concernés.

### Circulation des données

La circulation des données et les restrictions frappant le stockage des données sont tout aussi importantes que la circulation des personnes. Le Canada et la Chine envisageront vraisemblablement cette question à partir de situations différentes et en fonction de préoccupations différentes. L'importance des données et des communications électroniques, particulièrement pour les fournisseurs de services, rend néanmoins crucial l'établissement d'un consensus satisfaisant sur la question de la circulation et du stockage des données.

### Sociétés étrangères affiliées et investissement direct à l'étranger

L'une des principales façons de fournir des services à l'étranger consiste à faire appel à des sociétés étrangères affiliées. Pour cette raison, les restrictions visant l'investissement direct étranger et l'exploitation de sociétés étrangères affiliées peuvent freiner, voire empêcher, la conduite d'activités commerciales dans un pays.

L'expérience de CPA Canada en Chine est différente de celle de la plupart des fournisseurs de services commerciaux et repose depuis le début sur des partenariats avec la profession et les universités chinoises. De ce fait, nous n'avons pas l'expérience des coentreprises qui doivent être couramment constituées pour faire des affaires en Chine. (L'administration du programme CPA en Chine est gérée en vertu d'un contrat par une entreprise du secteur privé dirigée par un CPA canadien ayant la citoyenneté chinoise.)

---

<sup>9</sup> Selon les exigences du programme d'agrément CPA, l'étudiant qui veut obtenir le titre de CPA a l'obligation d'effectuer un stage à temps plein (au moins 30 mois d'expérience de travail accompli sous une supervision appropriée et lui permettant d'assumer progressivement des niveaux de responsabilité plus élevés) tout en poursuivant ses études à temps partiel. De ce fait, l'étudiant étranger (peu importe son pays) doit détenir un visa de travail et un visa d'études qui pourraient dépendre d'une étude d'impact sur le marché du travail. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, se rendre à l'adresse <https://www.cpacanada.ca/fr/devenir-cpa/titre-de-cpa-aperçu-des-exigences-en-matière-d'expérience-pratique>.

Il serait avisé de consulter les fournisseurs de services canadiens présents en Chine pour mieux comprendre les restrictions et les implications susceptibles de nuire à la conduite de leurs activités dans ce pays. La prise en compte de ces contraintes dans l'élaboration d'un accord de libre-échange profiterait encore plus aux entreprises qui envisagent d'entrer sur le marché dans l'avenir.

### **Les politiques et les priorités**

Pour conclure, nous ferons quelques brefs commentaires sur les réalités politiques et les priorités contradictoires. Nous avons indiqué précédemment que l'accord de libre-échange Chine-Australie pouvait servir de modèle ou de point de départ pour l'établissement d'un accord de libre-échange Canada-Chine. Les négociateurs canadiens devraient envisager le Partenariat transpacifique de la même manière. Ce dernier, tel qu'il a été négocié, est probablement trop ambitieux et trop vaste, et il exige sans doute trop de réformes nationales pour constituer un modèle acceptable pour la Chine à ce stade-ci. La Chine a toutefois suivi avec intérêt les négociations sur le Partenariat transpacifique et a semblé se montrer disposée à se joindre un jour aux autres parties prenantes. Si, pour ce qui est de l'accord de libre-échange Canada-Chine, on instaurait d'abord les mesures de libéralisation négociées dans l'accord Chine-Australie, puis d'autres réformes allant dans le sens de celles du Partenariat transpacifique, il y aurait des avantages non seulement pour le Canada et pour la Chine, mais pour l'ensemble de la région.

Le moment est tout indiqué pour mener des négociations sur un accord de libre-échange avec la Chine. Malheureusement, le Canada fait face actuellement à la renégociation inattendue de l'ALENA avec les États-Unis et le Mexique, et, vu l'importance de ce traité, rien ne doit nuire à la conclusion satisfaisante des négociations entourant l'ALENA.

La négociation d'un accord de libre-échange avec la Chine soulèvera des objections de la part de certains Canadiens. Ainsi que nous l'avons indiqué au début toutefois, le commerce doit être vu comme un aspect distinct d'une relation plus vaste et étroite avec la Chine. Le Canada et la Chine auront parfois des intérêts différents ou des divergences de vues, et la consolidation de la relation commerciale entre les deux pays ne signifie pas pour autant que nous devons compromettre nos valeurs ou nos positions.

M. Mulroney est plus conscient que la plupart des gens des défis que présente l'émergence de la Chine en tant que puissance mondiale. Raison de plus, soutient-il, pour que le Canada établisse une relation plus solide et plus réfléchie avec ce pays. Comme il le dit lui-même : « Qu'on le veuille ou non, la Chine est un interlocuteur incontournable<sup>10</sup>. » [Traduction]

---

<sup>10</sup> Mulroney, 2013